**Sujet du Concours national de la Résistance et de la déportation – Année 2020-2021**

**1940 = Entrer en résistance – Comprendre – Refuser – Résister**

Thème 2 – Continuer le combat et inventer la résistance

Poursuivre la lutte aux côtés des Britanniques

Pour ceux qui veulent continuer le combat en 1940, la seule logique consiste à rejoindre la Grande-Bretagne. Parmi les premiers Français libres, certains se trouvent déjà en Angleterre en 1940. Dès la défaite, les filières assurent des liaisons entre la France et l’Angleterre. La plus risquée consiste à traverser la Manche en bateau, la filière ibérique consiste à traverser l’Espagne et le Portugal pour se rendre à Gibraltar, afin d’y être pris en charge par les Britanniques. Une fois en Angleterre, deux possibilités s’offrent aux combattants volontaires : s’engager dans les troupes britanniques ou rejoindre l’embryon qui se constitue autour du général De Gaulle. Un accord signé entre De Gaulle et Churchill, le 7 août, permet de renforcer la légitimité du général et de jeter les bases de la France libre, qui se dote d’une branche militaire, les Forces françaises libres (FFL), armée autonome mais qui accepte de se placer sous les ordres du commandement britannique. Rejoindre les FFL implique de lourds sacrifices, nécessitant de tout quitter. Cela explique que les premiers Français soient peu nombreux. A la fin de l’été 1940, De Gaulle ne peut compter que sur une légion 7000 hommes environ, de 25 ans en moyenne.

Parmi les premières Forces françaises libres, quelques femmes répondent à l’appel. Certaines travaillaient ou étudiaient en Angleterre. D’autres ont fui la France à bord de navires comme Jeanne Bohec ou en passant par l’Espagne. D’autres encore sont parties de plus loin comme de Nouvelle-Calédonie. Toutes refusent la défaite. Elles écrivent à De Gaulle ou se présentent à son QG. Beaucoup serviront comme civiles, mais certaines veulent porter l’uniforme. Une unité militaire féminine, le Corps féminin, est créée à l’automne 1940.

Une armée et un État pour la France libre

La situation de De Gaulle est fragile à Londres car le général ne dispose pas de la même légitimité que les gouvernements en exil (ceux de la Belgique, du Luxembourg et des Pays Bas) qui continuent de contrôler leur flotte et d’exercer leur autorité sur leurs possessions coloniales. Il lui faut donc s’affirmer comme l’incarnation d’une France qui continue le combat auprès des Britanniques et trouver des soutiens pour renforcer sa légitimité. Bien que peu nombreux au départ, les premiers ralliements n’en sont pas moins cruciaux pour permettre à la France libre de se développer, à la fois sur le plan militaire à travers les Forces françaises libres (FFL) mais aussi politique avec la mise en place d’une administration civile.

Se construire une légitimité constitue à l’été 1940 l’un des enjeux majeurs pour de Gaulle du fait de la fragilité de sa situation. Il existe en France un gouvernement légal et sa personnalité pèse peu par rapport à celle de Pétain. Le général de Gaulle charge le juriste René Cassin de construire les bases juridiques de la France libre. Ayant embarqué le 24 juin à Saint-Jean-de-Luz pour l’Angleterre, cet ancien combattant de la Première Guerre mondiale est un rallié de la première heure. Les négociations d’un accord avec les Britanniques sont complexes dans un contexte diplomatique où les ambassades étrangères s’installent à Vichy. Les accords signés le 7 août 1940, par le Premier Ministre britannique Churchill et le général de Gaulle, reconnaissent la France libre comme seule organisation qualifiée pour représenter la France en guerre. Équipés et armés par les Britanniques, les Free French conservent « dans toute la mesure possible, le caractère d’une force française ». S’ensuit la publication du premier numéro du Bulletin officiel des Forces françaises libres le 15 août 1940, qui deviendra le Journal officiel de la France libre.

« Faire quelque chose » en métropole

À ses débuts, la Résistance n’a été qu’une poussière d’initiatives individuelles de femmes et d’hommes livrés à eux-mêmes mais qui cherchent à « faire quelque chose », notamment pour contrer la propagande officielle de l’occupant et de Vichy et réveiller une opinion traumatisée par la défaite.

L’activité principale des premiers noyaux de résistants consiste à confectionner et diffuser des tracts. Dès la fin 1940 déjà, des organisations portent des projets plus ambitieux. La principale organisation qui se développe en zone occupée à partir de l’automne 1940 est celle du Musée de l’Homme à Paris. Constitué autour du linguiste Boris Vildé, ce groupe agrège autour de lui d’autres noyaux naissants de résistants : des avocats rassemblés autour de Léon-Maurice Nordmann, un cercle d’écrivains formé par Jean Cassou et Agnès Humbert, une organisation d’aide aux prisonniers de guerre évadés dirigée par le colonel Hauet et l’ethnologue Germaine Tillion. Cette « nébuleuse » du Musée de l’Homme illustre le passage d’actions individuelles à une première forme d’organisation collective. Elle montre également les tâtonnements qui caractérisent les débuts de la Résistance. Les premiers résistants découvrent une vie clandestine à laquelle ils n’étaient pas préparés.

En zone non occupée, des logiques voisines sont à l’œuvre avec la création à la fin de l’automne 1940 du Mouvement de Libération nationale (MLN). Son fondateur, le capitaine Henri Frenay, s’appuie sur l’un de ses condisciples de l’École de guerre, Robert Guédon, ainsi que sur les relations de son amie Berty Albrecht, pour essayer d’implanter le MLN en zone Nord. Frenay développe ses activités dissidentes sans prendre de précautions particulières avant de basculer dans la clandestinité en mars 1941.

Contrairement à ce qui se passe dans d’autres pays occupés, la Résistance en France ne prend pas pour cadre les formations politiques ou syndicales traditionnelles, qui ont éclaté sous le coup des ralliements à Vichy. La seule institution politique à se reconstruire dans la clandestinité est celle du PCF, interdit depuis septembre 1939 du fait du pacte germano-soviétique. Mais sa ligne contribue à l’isoler des autres organisations résistantes : si le PCF tente de mobiliser contre Vichy, il n’attaque quasiment pas les Allemands et refuse d’appeler à soutenir la Grande-Bretagne et la France libre, préférant dénoncer la poursuite d’une guerre présentée comme « impérialiste ». À partir de l’automne 1940, des personnalités politiques et syndicales prennent leurs distances avec Vichy. En réaction à la dissolution de leurs organisations, des représentants du monde syndical adoptent en novembre 1940 un manifeste du syndicalisme français qui condamne la nature autoritaire du nouveau régime, sa politique répressive et sa législation antisémite.

Désobéir au quotidien

Différentes formes de désobéissance, qualifiées parfois de « résistance civile », se développent au sein de la société dès l’été 1940, notamment en zone occupée, témoignant qu’une partie de la population ne s’accommode pas de la présence allemande.

Dans un contexte d’occupation, des faits et gestes du quotidien totalement anodins en temps normal peuvent prendre une signification particulière : doit-on par exemple accepter de répondre à un Allemand ? Dans le Jura, où il s’est réfugié en juin 1940, l’écrivain Léon Werth constate « qu’à chaque contact avec l’Allemand vainqueur, quelque chose, si peu que ce soit, de notre dignité est en cause ». Avec ses Conseils à l’occupé, le socialiste Jean Texcier offre en juillet 1940 un « manuel de dignité » pour éviter de se compromettre. Il recommande de ne pas aller au-devant des occupants, de ne pas donner suite à une conversation, de fermer les oreilles à toute propagande. De fait, des petits gestes quotidiens comme celui de détourner les yeux lorsque l’on croise un Allemand, sont suffisamment nombreux pour que les rapports de l’occupant qualifient Paris de «ville sans regard». La violence de la répression rappelle les risques encourus au quotidien.

Le climat dans lequel s’effectue la rentrée scolaire en octobre 1940 témoigne de ces refus de soumission qui gagnent toute une partie de la société française, notamment la jeunesse. Dans de nombreux départements, les préfets font remonter l’agitation des milieux lycéens, soulignant la découverte d’inscriptions hostiles à Vichy et aux Allemands sur les murs ou dans les toilettes de nombreux établissements. À Paris, les Renseignements généraux observent la progression d’une importante anglophilie, qui se manifeste par des graffitis et des inscriptions à la craie dans les principaux lycées ainsi qu’à la Sorbonne. Alors que les autorités allemandes ont interdit toute manifestation à l’occasion de l’anniversaire de l’armistice de 1918, le 11 novembre 1940, des milliers de lycéens et d’étudiants lancent un véritable défi à l’occupant en manifestant sur les Champs-Élysées. L’intervention de la police militaire allemande entraînera plus d’une centaine d’arrestations et plusieurs blessés parmi les manifestants. Sans avoir l’importance de celle de Paris, plusieurs manifestations ont également lieu le 11 novembre 1940 dans des villes de province, où des défilés silencieux devant les monuments aux morts sont signalés. Ces premières manifestations collectives témoignent toutes d’une évolution importante de l’opinion après plusieurs mois d’abattement provoqué par le traumatisme de la défaite. Cette évolution ne passe d’ailleurs pas inaperçue à Londres où l’exemple de la manifestation parisienne du 11 novembre marque une prise de conscience d’un état d’esprit nouveau en métropole.

Sans aller jusqu’à s’engager de façon officielle dans une organisation résistante, nombreux sont ceux qui, au quotidien, adoptent des comportements favorables à la Résistance ou à la cause alliée. Assister à l’inhumation d’aviateurs britanniques tombés au-dessus de la France, cacher des armes et du matériel afin qu’ils ne tombent pas dans les mains du vainqueur, aider les soldats alliés qui cherchent à regagner la Grande-Bretagne, secourir les prisonniers de guerre évadés et les personnes persécutées qui cherchent à gagner la zone Sud constituent autant d’exemples de ces comportements qui font basculer dans la désobéissance et l’illégalité. Si elles ne sont parfois que ponctuelles, ces actions n’en sont pas moins décisives pour que les différentes organisations naissantes, notamment les réseaux, puissent trouver les relais nécessaires au sein de la société française pour développer leurs activités de renseignements ou de sauvetage.